

# Revenu garanti : vive l'EuroSaint-Nicolas?

## L'enfer des bonnes intentions. Réponse à F. Schreuer.

Par Arnaud Lismond et Luca Ciccia  
alimonid@swing.be et luca@asbl-csce.be

Ainsi que le présente F. Schreuer dans l'interview accordée à ce journal, le réseau Euromayday promeut l'organisation de fêtes alternatives du premier mai en vue de « réaffirmer cette date comme jour de lutte » et d'en « refaire un jour de fête des travailleurs ». Pour prendre position par rapport à cette initiative il faut encore, au-là de la prise d'acte de ces meilleures intentions, analyser son contenu politique réel et celui de sa revendication phare, l'instauration d'un « revenu garanti ».

La lecture de cette interview nous a d'abord laissé perplexes. Pourquoi Euromayday s'est-il lancé dans l'organisation de fêtes alternatives du premier mai? C'est, nous dit-on « notamment en réaction au ramollissement des premiers mai classiques ». F. Schreuer précise : « les organisations syndicales ne sont pas, ou en tous cas ne devraient pas être, des adversaires. Si elles se montraient un peu plus disposées à prendre en compte les nouvelles réalités que nous essayons de mettre en lumière, elles seraient des alliées importantes ».

Mais quelles sont donc ces revendications ou « réalités » à reconnaître qui justifient l'organisation de premiers mai alternatifs et font la différence entre quasi-adversaires et alliés? A lire l'interview, il s'agirait essentiellement de l'idée du revenu garanti et la reconnaissance de la liberté de circulation. Hors de ces revendications, pas d'espérance pour Euromayday : « Le corpus syndical vise le plein emploi, meilleure manière supposée de créer une société juste. Nous sommes évidemment pour mieux répartir le travail et les revenus, mais cette approche est impuissante à empêcher l'accroissement des inégalités. ».

Pourtant les organisations syndicales et les gauches ou extrêmes gauches « traditionnelles » ne visent-elles pas également à garantir le revenu? « Travail discontinu, revenu continu », n'est-ce pas le principe même qui fonde l'as-

surance chômage, les pensions et l'assurance maladie invalidité? L'interview à elle seule ne permet pas de vraiment saisir ce qui constitue la singularité de la démarche d'Euromayday.

### Rétrograde, la défense des acquis?

Une visite sur le site d'Euromayday-Liège précise ce qui n'était qu'effleuré : « Les deux gros syndicats (FGTB social-démocrate, CSC social-chrétien) sont toujours fédérés au niveau national. [...] Leur discours est le plus souvent corporatiste et quand il ne l'est pas, c'est uniquement pour défendre la sécurité sociale actuelle et l'emploi. Ce discours est celui du temps de la production fordiste. Il est de plus en plus perçu, et à juste titre, comme rétrograde, de moins en moins en phase avec la réalité du travail. », y apprenons-nous dans la rubrique « Champ d'action<sub>1</sub> ». Le détour par la rubrique « revenu », qui renvoie à un long article de Jean Zin, nous apprend ce en quoi Euromayday entend promouvoir un revenu garanti qui serait différent de la sécurité sociale actuelle. Ce « revenu garanti » qui constitue la revendication numéro 1 d'Euromayday est en fait une allocation universelle versée à tous sans exceptions ni conditions et qui remplace les allocations sociales actuelles.

Plus besoin dans ce cadre de se voir reconnu un état de besoin ou de « mériter » une allocation.

Avec le revenu garanti, celle-ci devient un droit nouveau pour chacun, qu'il travaille ou ne travaille pas. S'agit-il là d'une revendication d'avant-garde? D'un rêve de pouvoir vivre sans travailler? L'annonce d'une Saint-Nicolas toute l'année et pour tous? Au réveil, le revenu garanti pourrait bien se révéler un cauchemar.

### Précarité garantie

Ceux qui militent pour l'instauration du revenu garanti doivent, s'ils ne s'agit pas d'une pure incantation imaginaire, au moins répondre à deux questions : comment le financer? Et quel incitant y a-t-il à travailler dès lors que tous bénéficient d'un revenu garanti? Ils y répondent en effet.

Où prendre l'argent pour financer l'octroi d'une telle allocation à tous, même aux personnes qui ont un travail et quel que soit leur niveau de salaire? Dans les caisses du patronat? En collectivisant l'appareil de production? Rien de tout cela pour les partisans de la « révolution du revenu garanti » qui ne nécessiterait ni mouvement révolutionnaire ni sortie du capitalisme : « Bien sûr si ce n'est plus l'entreprise qui procure les protections sociales, il devient plus difficile de justifier les charges sociales financées sur les salaires. Le financement par l'impôt (surtout la TVA s'appliquant aussi aux produits importés) devrait se substituer aux cotisations salariales et donc à la gestion de la sécurité

sociale par les organisations syndicales [...]».

Pourquoi les individus travailleraient-ils encore s'ils bénéficient sans condition d'un revenu garanti? L'objection est facilement levée par les propositions de Jean Zin qui précise : « *Ceux qui pensent que distribuer un revenu garanti à tous encouragerait la consommation devraient ravalier leur honte étant donné le montant de ce revenu qui n'a rien de luxueux (600 euros pour Yves Cochet, ce qui semble un minimum, 750 euros, c'est-à-dire 75 % du Smic, serait plus humain par les temps qui courent)* ».

Dès lors les choses s'éclairent. Le prix des marchandises augmentant (puisque l'on finance par la TVA, le moins juste des impôts, l'octroi à tous de l'allocation, dans le système du revenu garanti celui-ci s'avère à lui seul insuffisant pour vivre. Chômage, pensions sont remplacés par le revenu garanti et chacun, s'il ne dispose de rentes, est tenu de travailler pour s'assurer le complément nécessaire pour bénéficier du minimum nécessaire à la subsistance ou un revenu décent.

Dans le système actuel, les individus ne peuvent (sauf exceptions) cumuler chômage, pension et travail. Le patronat ne peut donc (légalement) trouver des employés que moyennant le paiement d'un salaire supérieur à l'allocation de chômage (que les économistes appellent « salaire de réservation »), sans quoi l'individu n'a pas intérêt à travailler. A l'inverse, la possibilité de cumul du salaire et de l'allocation est le principe même du système du « revenu garanti ». Il s'agit en quelque sorte de généraliser le système des chèques services et le cumul d'une allocation (infra-)minimale avec un complément salarial au rabais. Le patronat n'a donc pas à être hostile à ce système : les travailleurs se verraient mis en concurrence pour une fixation à la baisse des salaires avec une armée de demandeurs d'emplois (3) contraints de vendre

à tout prix leur force de travail pour se procurer les quelques centaines d'euros nécessaires pour boucler leur mois. Les plus hauts salaires ne semblent pas y perdre dans ce système puisqu'ils bénéficieraient de la même allocation que les expensionnés ou chômeurs... Tout cela au nom de la reconnaissance d'un nouveau droit au revenu et de la lutte contre la précarité.

### Vivant comme relais politique

L'examen des forces politiques qui soutiennent la revendication du revenu garanti est éclairant. Aucun parti politique de gauche ni aucune organisation syndicale ne défend cette revendication... mais bien le parti *Vivant* qui a fait du « revenu garanti » (encore appelé « revenu de base », « allocation universelle » ou « allocation de citoyenneté ») le cœur de son programme. La convergence des analyses est manifeste.

Selon le programme de *Vivant* : « *Les syndicats, qui sont au cœur du gouvernement, sont à la base de notre bien-être matériel relatif. Ils ont fait un excellent travail en obligeant les patrons à partager les bénéfices. Grâce à leur lutte, ils sont maintenant au pouvoir depuis quelques décennies. Leur pouvoir est fondé sur un modèle de sécurité sociale qui marche bien dans un pays sans importations ni exportations. Tout changement à ce modèle implique une diminution de leur influence. Par exemple, si tous les citoyens reçoivent une allocation de citoyenneté (revenu de base), les syndicats perdront la commission qu'ils reçoivent actuellement pour payer le chômage* ». « *Toutes les personnes ont droit à un Revenu de Base car il est un droit acquis en héritage du travail de nos aïeux. Selon *Vivant*, une personne qui travaille à temps plein a droit à un revenu global minimal de 1.080 euros. La valeur du Revenu de Base est de 50 % de ce montant, donc 540 euros. Cela implique que le revenu du travail de cette personne est de 1080 -*

*540 = 540 euros. Le revenu d'une personne sera donc composé du revenu de base auquel il faut ajouter le revenu du travail, comme défini ci-dessus. [...] Cela signifie en d'autres termes que les pensions, les allocations de chômage, les allocations familiales seront donc remplacées par le revenu de base. L'intervention de la sécurité sociale se limite dès lors à l'assurance maladie invalidité* ».

*Vivant* s'étant présenté en Flandre aux élections régionales de 2004 en cartel avec le VLD, ce parti dispose maintenant une sénatrice cooptée (Mme Nele Lijn) par le VLD. Sous l'ombre protectrice des libéraux flamands, les militants *Euromayday* ont donc désormais un relais parlementaire pour défendre leur proposition d'instauration d'un revenu garanti...

Tous ceux et celles qui participent aux activités d'*Euromayday* ne le font pas dans un esprit antisynical ni dans la conscience d'une alliance objective avec les forces libérales. Il nous semble toutefois qu'ils sont bien mal inspirés de fêter le premier mai autour de la revendication du revenu garanti. Les progrès dans la lutte contre la précarité seront, à notre estime, plutôt portés par les forces sociales engagées concrètement dans la défense des acquis sociaux que par un groupe s'autoproclamant d'avant-garde et défenseur d'une réforme sociale miraculeuse.

(1) <http://liege.euromayday.org/52>

(2) Jean Zin, Vers la révolution du revenu garanti? <http://liege.euromayday.org/spip.php?mot6>

(3) Ces nouvelles personnes activement présentes sur le marché du travail étant les ex-chômeurs, ex-bénéficiaires du RIS et ex-pensionnés, sans compter potentiellement sans aucune limite tous les citoyens du Sud qui pourraient être candidats à l'immigration pour améliorer leurs conditions de vie, pour qui *Euromayday* revendique, non l'aide au développement du pays d'origine, mais la reconnaissance absolue de la liberté de circulation.

(4) Programme du parti *Vivant* : <http://www.vivant.org/fr/programma/progexhaust.pdf?page=1>

(5) *Vivant*, Programme 2003 : <http://www.vivant.org/fr/programma/progr2003.pdf>